

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Mercier

Code géographique : 67045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadia René, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Mercier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-10-06 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Mercier et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

Un des organismes dont les états financiers ont été consolidés avec les états financiers de la Ville de Mercier tire des revenus de transport de passagers pour lesquels il n'est pas possible d'auditer de façon satisfaisante s'ils ont tous été comptabilisés en raison du mauvais fonctionnement des appareils de perception dans les véhicules. Par conséquent, l'audit de ces revenus s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de l'organisme et nous n'avons pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des revenus de transport de passagers, de l'excédent de fonctionnement de l'exercice, des actifs financiers et de l'excédent accumulé.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mercier et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mercier inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2015-10-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	12 728 697	13 059 450	13 124 297			13 124 297
Compensations tenant lieu de taxes	2	139 688	152 800	136 260			136 260
Quotes-parts	3					1 047 586	50 328
Transferts	4	852 879	722 000	203 127		132 547	335 674
Services rendus	5	650 169	348 500	549 609		452 492	877 661
Imposition de droits	6	938 538	781 500	834 989			834 989
Amendes et pénalités	7	107 357	121 500	101 678			101 678
Intérêts	8	188 062	150 500	170 828		1 015	171 843
Autres revenus	9	307 963	280 750	474 099		11 686	485 785
	10	15 913 353	15 617 000	15 594 887		1 645 326	16 118 515
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 505 075				(46 222)	(46 222)
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	248 131		329 127			329 127
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 753 206		329 127		(46 222)	282 905
	18	18 666 559	15 617 000	15 924 014		1 599 104	16 401 420
Charges							
Administration générale	19	2 239 460	2 154 008	2 343 536	95 300		2 438 836
Sécurité publique	20	3 408 209	3 739 346	3 509 358	87 980		3 597 338
Transport	21	2 252 267	2 146 546	2 466 006	1 053 495	1 090 025	3 910 583
Hygiène du milieu	22	2 325 023	2 307 756	2 313 576	867 737	664 045	3 081 880
Santé et bien-être	23	297 722	330 000	332 091			332 091
Aménagement, urbanisme et développement	24	460 282	502 779	457 344			457 344
Loisirs et culture	25	1 734 341	1 785 565	1 625 501	248 632		1 874 133
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	611 488	577 000	563 279		84 891	648 170
Amortissement des immobilisations	28	2 064 718	196 000	2 353 144	(2 353 144)		
	29	15 393 510	13 739 000	15 963 835		1 838 961	16 340 375
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 273 049	1 878 000	(39 821)		(239 857)	61 045

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 273 049		1 878 000	(39 821)	(239 857)	61 045
Moins: revenus d'investissement	2	(2 753 206)	()	()	(329 127)	(46 222)	(282 905)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	519 843		1 878 000	(368 948)	(193 635)	(221 860)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	2 064 718		196 000	2 353 144	162 037	2 515 181
Produit de cession	5						
(Gain) perte sur cession	6						
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	2 064 718		196 000	2 353 144	162 037	2 515 181
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				15 255		15 255
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	53 595			10 223		10 223
	15	53 595			25 478		25 478
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 626 549)	(2 248 000)	(1 714 065)	(10 398)	(1 724 463)	(1 724 463)
	18	(1 626 549)	(2 248 000)	(1 714 065)	(10 398)	(1 724 463)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(186 959)	(32 000)	(88 363)	(123 984)	(212 347)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	175 124			445 621		445 621
Excédent de fonctionnement affecté	21		275 000		275 000	476	275 476
Réserves financières et fonds réservés	22	(42 141)	(69 000)		3 851	2 535	6 386
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(53 976)	174 000		636 109	(120 973)	515 136
	26	437 788	(1 878 000)		1 300 666	30 666	1 331 332
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	957 631			931 718	(162 969)	1 109 472

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Revenus d'investissement	1	2 753 206		329 127	(46 222)		282 905
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(159 119)	(68 000)	(23 409)	()	()	(23 409)
Sécurité publique	3	(82 476)	(2 000 000)	()	()	()	()
Transport	4	(3 351 011)	(662 000)	(378 043)	(11 257)	()	(366 786)
Hygiène du milieu	5	(5 586)	(400 000)	(30 693)	(115 636)	()	(146 329)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(834 627)	(250 000)	(156 892)	()	()	(156 892)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(4 432 819)	(3 380 000)	(589 037)	(104 379)	()	(693 416)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(39 789)	()	(29 230)	()	()	(29 230)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 079 600		647 247	2 132 637		2 779 884
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	186 959	32 000	88 363	123 984		212 347
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	352 413		14 111			14 111
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	89 024		38 442	(36 148)		2 294
	18	628 396	32 000	140 916	87 836		228 752
	19	(2 764 612)	(3 348 000)	169 896	2 116 094		2 285 990
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(11 406)	(3 348 000)	499 023	2 069 872		2 568 895

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 273 049		1 878 000		(39 821)	(239 857)	61 045
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(4 432 819 )	(	3 380 000 )	(	589 037)	(104 379)	(693 416)
Produit de cession	3							
Amortissement	4	2 064 718		196 000		2 353 144	162 037	2 515 181
(Gain) perte sur cession	5							
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(2 368 101)		(3 184 000)		1 764 107	57 658	1 821 765
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9					(31 791)		(31 791)
Variation des autres actifs non financiers	10	6 656				33 244	348	33 592
	11	6 656				1 453	348	1 801
	12	911 604		(1 306 000)		1 725 739	(181 851)	1 884 611
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	911 604		(1 306 000)		1 725 739	(181 851)	1 884 611
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(14 447 093)				(13 535 489)	(2 437 366)	(15 972 855)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(14 447 093)				(13 535 489)	(2 437 366)	(15 972 855)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(13 535 489)				(11 809 750)	(2 619 217)	(14 088 244)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>	<u>Administration</u>	<u>2014</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u> ¹
			<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 103 103	4 024 015	9 029	4 033 044
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	6 325 080	4 598 993	607 042	5 065 680
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	85 034	88 787		88 787
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	8 513 217	8 711 795	616 071	9 187 511
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			1 288	1 288
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 210 000		383 087	383 087
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 885 044	2 247 455	226 265	1 992 642
Revenus reportés (note 12)	13	38 962	41 990	16 407	58 397
Dette à long terme (note 13)	14	18 914 700	18 232 100	2 608 241	20 840 341
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	22 048 706	20 521 545	3 235 288	23 275 755
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(13 535 489)	(11 809 750)	(2 619 217)	(14 088 244)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	58 945 736	57 181 629	4 409 832	61 591 461
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	53 901	53 901		53 901
Stocks de fournitures	20	26 142	57 933		57 933
Autres actifs non financiers (note 17)	21	79 956	46 712	152	46 864
	22	59 105 735	57 340 175	4 409 984	61 750 159
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 209 853	1 576 135	(282 922)	1 633 936
Excédent de fonctionnement affecté,					
réserves financières et fonds réservés	24	2 025 601	1 823 234	81 328	1 904 562
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(300 000)	(466 900)	()	(466 900)
Financement des investissements en cours	26	(380 020)	109 781	(13 216)	96 565
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	43 014 812	42 488 175	2 005 577	44 493 752
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	45 570 246	45 530 425	1 790 767	47 661 915

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 273 049	(39 821)	(239 857)	61 045
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 064 718	2 353 144	162 037	2 515 181
Autres					
-	3				
-	4				
	5	5 337 767	2 313 323	(77 820)	2 576 226
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(842 324)	1 726 087	749 409	2 103 268
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(584 158)	362 411	(242 092)	151 824
Revenus reportés	9	(4 073)	3 028	(63 649)	(60 621)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12		(31 791)		(31 791)
Autres actifs non financiers	13	6 656	33 244	348	33 592
	14	3 913 868	4 406 302	366 196	4 772 498
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 432 819 ) (	589 037 ) (	104 379 ) (	693 416)
Produit de cession	16				
	17	(4 432 819)	(589 037)	(104 379)	(693 416)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21	13 806	(3 753)		(3 753)
	22	13 806	(3 753)		(3 753)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	1 249 600	1 610 200	2 132 637	3 742 837
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 180 000 ) (	2 292 800 ) (	36 842 ) (	2 329 642)
Variation nette des emprunts temporaires	25	775 000	(1 210 000)	(2 147 251)	(3 357 251)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			(33 613)	(33 613)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(155 400)	(1 892 600)	(85 069)	(1 977 669)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(660 545)	1 920 912	176 748	2 097 660
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 763 648	2 103 103	(169 007)	1 934 096
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	2 103 103	4 024 015	7 741	4 031 756

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	3 959 695	4 111 353	4 134 673	10 824	4 145 497
Charges sociales	2	833 967	923 124	859 287	957	860 244
Biens et services	3	6 788 566	6 790 073	6 503 027	1 580 252	7 319 801
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	489 344	571 000	486 952	62 679	549 631
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	89 433		66 308	6 623	72 931
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	32 711	6 000	10 019	15 589	25 608
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	676 353	888 000	1 069 167		370 224
Autres	10					
Autres organismes	11	312 943	219 500	426 356		426 356
Amortissement des immobilisations	12	2 064 718	196 000	2 353 144	162 037	2 515 181
Autres						
- Autres	13	145 780	33 950	54 902		54 902
-	14					
-	15					
	16	15 393 510	13 739 000	15 963 835	1 838 961	16 340 375

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	13 059 450	13 124 297	12 728 697
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 800	136 260	139 688
Quotes-parts	3	182 419	50 328	121 799
Transferts	4	1 044 815	289 452	3 665 235
Services rendus	5	727 001	877 661	904 890
Imposition de droits	6	781 500	834 989	938 538
Amendes et pénalités	7	121 500	101 678	107 357
Intérêts	8	151 936	171 843	204 912
Autres revenus	9	306 802	814 912	618 050
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	16 528 223	16 401 420	19 429 166
Charges				
Administration générale	12	2 154 008	2 438 836	2 333 077
Sécurité publique	13	3 739 346	3 597 338	3 502 704
Transport	14	2 952 251	3 910 583	3 997 019
Hygiène du milieu	15	2 417 725	3 081 880	3 082 874
Santé et bien-être	16	330 000	332 091	297 722
Aménagement, urbanisme et développement	17	502 779	457 344	460 282
Loisirs et culture	18	1 785 565	1 874 133	1 974 111
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	591 609	648 170	652 406
	21	14 473 283	16 340 375	16 300 195
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 054 940	61 045	3 128 971
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		47 600 870	44 925 624
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(453 725)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		47 600 870	44 471 899
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		47 661 915	47 600 870

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 054 940	61 045	3 128 971
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 884 614 ) (	693 416 ) (	4 515 688)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	265 987	2 515 181	2 165 819
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(3 618 627)	1 821 765	(2 349 869)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(31 791)	
Variation des autres actifs non financiers	10		33 592	7 015
	11		1 801	7 015
	12	(1 563 687)	1 884 611	786 117
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 563 687)	1 884 611	786 117
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(15 972 855)	(16 758 972)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(15 972 855)	(16 758 972)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(14 088 244)	(15 972 855)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 033 044	2 103 103
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 065 680	7 168 948
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	88 787	85 034
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>9 187 511</u>	<u>9 357 085</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 288	169 007
Emprunts temporaires (note 10)	11	383 087	3 740 338
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 992 642	1 840 818
Revenus reportés (note 12)	13	58 397	119 018
Dette à long terme (note 13)	14	20 840 341	19 460 759
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>23 275 755</u>	<u>25 329 940</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(14 088 244)</u>	<u>(15 972 855)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	61 591 461	63 413 226
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	53 901	53 901
Stocks de fournitures	20	57 933	26 142
Autres actifs non financiers (note 17)	21	46 864	80 456
	22	<u>61 750 159</u>	<u>63 573 725</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>47 661 915</u>	<u>47 600 870</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	61 045	3 128 971
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 515 181	2 165 819
Autres			
-	3		
-	4		
	5	2 576 226	5 294 790
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 103 268	(798 036)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	151 824	(1 057 386)
Revenus reportés	9	(60 621)	75 983
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(31 791)	
Autres actifs non financiers	13	33 592	7 015
	14	4 772 498	3 522 366
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(693 416)	(4 515 688)
Produit de cession	16		
	17	(693 416)	(4 515 688)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(3 753)	13 806
	22	(3 753)	13 806
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	3 742 837	1 249 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 329 642)	(2 215 738)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 357 251)	1 127 376
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(33 613)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 977 669)	161 238
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 097 660	(818 278)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 934 096	2 752 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	4 031 756	1 934 096

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mercier est un organisme municipal constitué et régi selon la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport du Haut-St-Laurent (C.I.T. ci-après) et la Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay (Régie ci-après).

Les comptes de la municipalité et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations du C.I.T. pour l'exercice est de 46,32 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 52,7 % en début d'exercice à 50,74 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie pour l'exercice est de 64,18 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 82,2 % en début d'exercice à 35,15 % à la fin de l'exercice. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations reliées aux immobilisations est de 58,11 %.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Mercier excluant les organismes qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût distinct. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	de 15 à 40 ans
Véhicules	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 30 ans
Machinerie, outillage et équipement	de 10 à 20 ans
Autres	10 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 060 554	859 107
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	671 550	757 234
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 703 414	5 350 698
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	13 444	56 535
Organismes municipaux	8	321 348	559 950
Autres			
- Amendes	9	51 801	56 310
- Mutations et divers	10	304 123	388 221
	11	5 065 680	7 168 948
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 166 657	3 038 885
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 166 657	3 038 885
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	88 787	85 034
Autres placements	23		
	24	88 787	85 034
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 191 602	182 040
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 31 150	29 369
	33 222 752	211 409

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
- Au 31 décembre 2014, la ville dispose de marges de crédit autorisées de 9 116 574 \$. Le solde est inutilisé au 31 décembre 2014. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.
- La Régie dispose d'une marge de crédit de 200 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel. La marge est inutilisée au 31 décembre 2014.
- La Régie dispose aussi d'une marge de crédit de 1 420 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel. La marge est inutilisée au 31 décembre 2014.
- Le C.I.T. a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 2 000 000 \$. Cette dernière porte intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, le montant maximal permis est de 1 500 000 \$ et un montant de 755 000 \$ est inutilisé.

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 976 990	727 821
Salaires et avantages sociaux	38 548 387	552 622
Dépôts et retenues de garantie	39 197 341	279 091
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
-	42	
- Organismes municipaux	43 81 646	137 577
- Intérêts courus	44 150 054	136 207
- Autres courus	45 38 224	7 500
-	46	
	47 1 992 642	1 840 818

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	36 435	27 616
Transferts	49	16 407	80 056
Autres			
- Surplus CARRA	50	5 555	11 346
-	51		
	52	58 397	119 018
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,30	3,95	2015	2019	53	20 364 737	18 914 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	2,90	2,90	2015	2017	60	509 217	546 059
					61	20 873 954	19 460 759
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(33 613)	()
					63	20 840 341	19 460 759

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	2 430 492	80	89	38 004	97	2 468 496
2016	65	73	2 448 416	81	90	39 282	98	2 487 698
2017	66	74	2 188 841	82	91	431 931	99	2 620 772
2018	67	75	1 830 465	83	92		100	1 830 465
2019	68	76	3 301 223	84	93		101	3 301 223
2020 et +	69	77	8 165 300	85	94		102	8 165 300
	70	78	20 364 737	86	95	509 217	103	20 873 954
Intérêts et frais accessoires				87			104	()
	71	79	20 364 737	88	96	509 217	105	20 873 954

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(14 088 244)	(15 972 855)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(14 088 244)	(15 972 855)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	11 452 881	138	1 676 092	165		192	13 128 973
Eaux usées	111	25 435 030	139	658 854	166		193	26 093 884
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	25 986 332	140	2 331 185	167		194	28 317 517
Autres	113	7 731 613	141		168	2 061 101	195	5 670 512
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	4 691 494	143		170		197	4 691 494
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 571 791	145		172		199	2 571 791
Ameublement et équipement de bureau	118	1 318 080	146	27 001	173		200	1 345 081
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 334 155	147	40 103	174		201	1 374 258
Terrains	120	883 647	148		175		202	883 647
Autres	121	59 986	149		176		203	59 986
	122	<u>81 465 009</u>	150	<u>4 733 235</u>	177	<u>2 061 101</u>	204	<u>84 137 143</u>
Immobilisations en cours	123	<u>7 506 568</u>	151	<u>(4 039 819)</u>	178	<u>(2 061 101)</u>	205	<u>5 527 850</u>
	124	<u>88 971 577</u>	152	<u>693 416</u>	179		206	<u>89 664 993</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	3 270 171	153	266 603	180		207	3 536 774
Eaux usées	126	8 392 032	154	586 859	181		208	8 978 891
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	7 556 338	155	913 996	182		209	8 470 334
Autres	128	2 795 312	156	325 225	183		210	3 120 537
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	957 616	158	118 173	185		212	1 075 789
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	784 029	160	127 162	187		214	911 191
Ameublement et équipement de bureau	133	1 003 856	161	90 315	188		215	1 094 171
Machinerie, outillage et équipement divers	134	739 011	162	86 848	189		216	825 859
Autres	135	59 986	163		190		217	59 986
	136	<u>25 558 351</u>	164	<u>2 515 181</u>	191		218	<u>28 073 532</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>63 413 226</u>					219	<u>61 591 461</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	53 901	53 901
	233	53 901	53 901
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	53 901	53 901

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	46 712	79 956
Frais reportés			
- CIT	237	152	500
-	238		
	239	46 864	80 456

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2015	661 290 \$
2016	443 336
2017	108 586
2018	38 218
2019	22 941

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Ville de Mercier et la Régie font l'objet, conjointement, d'une requête introductive d'instance d'un montant de 207 525 \$ de la part d'un contribuable de la Ville de Mercier desservi par le système d'aqueduc de la Régie. La Ville de Mercier et la Régie ont contesté cette réclamation qui, de l'avis de la direction, est sans fondement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville de Mercier et la Régie pourraient, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la Ville de Mercier et de la Régie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

De plus, la Régie fait l'objet d'une mise en demeure de payer 423 963 \$ à un entrepreneur suite à la résiliation unilatérale d'un contrat portant sur des travaux de conduites d'aqueduc. La Régie fait aussi l'objet d'une requête introductive d'instance de la part de l'entrepreneur. La Régie a contesté cette réclamation qui, de l'avis de la direction, est sans fondement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la Régie.

d) Autres

La Ville a conclu une entente intermunicipale de police avec la Ville de Châteauguay d'une durée de 10 ans. Celle-ci a été signée en février 2003 au coût de base de 1 283 247 \$. Elle prévoit une indexation au 1er janvier de chaque année. Les coûts sont de l'ordre de 1 775 583 \$ pour l'exercice 2014. L'entente a pris fin en 2013 et les parties sont encore en négociation d'une nouvelle entente. De plus, les factures pour les exercices 2012, 2013 et 2014 correspondent à des augmentations provisoires. La Ville est incapable d'estimer les montants qu'elle pourrait devoir verser à la Ville de Châteauguay. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la Ville.

L'entente pour l'approvisionnement en eau de la Régie est échue depuis le 31 décembre 2012. Au cours de l'exercice, la Régie a reçu un projet de facturation supplémentaire d'un montant de 177 359 \$ pour les années 2013 et 2014. La Régie n'est pas d'accord avec le montant réclamé et des discussions sont en cours entre la Régie et la Ville de Châteauguay. Il est actuellement impossible d'évaluer le montant que la Régie pourrait devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de la Régie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a découvert au cours de l'exercice que les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour les exercices 2013 et antérieurs ont été surévaluées et que l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs pour les exercices 2013 et antérieurs a été sous-évalué. En conséquence, le solde des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir au 1er janvier 2014 a été diminué de 300 000 \$, le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs a été augmenté de 300 000 \$ et les états financiers de l'exercice 2013 ont été redressés. Le solde des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir au 1er janvier 2013 a été diminué de 160 000 \$ et le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs a été augmenté de 160 000 \$ correspondant à l'ajustement du financement à long terme pour les activités de fonctionnement des exercices antérieurs. Les variations de l'exercice pour les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir ont été diminuées de 140 000 \$ et les variations de l'exercice pour l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs ont été augmentées de 140 000 \$.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

2014**2013**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240	4 033 044	2 103 103
Découvert bancaire	241	(1 288)	(169 007)
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	4 031 756	1 934 096

Note

24. Organismes périmunicipaux et supramunicipaux

En 2014, le C.I.T. a transigé avec la MRC du Haut Saint-Laurent concernant un contrat de gestion du C.I.T. Le C.I.T. a versé à la MRC une somme de 38 400 \$ (36 600 \$ en 2013) pour ce service.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Quotes-parts

Pour l'année 2014, le conseil du C.I.T. a décidé, par résolution, de calculer les quotes-parts selon l'article 9 de l'entente de constitution à l'exception du troisième critère qui est plutôt calculé en fonction des heures de services imputables à chacune des municipalités.

26. Événements postérieurs à la date du bilan

En date du 1er mars 2015, la Ville de Huntingdon et le Canton de Godmanchester se sont retirés du C.I.T. Les modalités administratives de ces désistements ne sont pas complétées à la date de terminaison des états financiers.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice 2013 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2014.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 633 936	1 389 900
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 904 562	2 038 405
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(466 900)	(300 000)
Financement des investissements en cours	96 565	(2 427 722)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	44 493 752	46 900 287
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	7
	47 661 915	47 600 870

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Vidange des boues	8 100 000	300 000
- Dév.orienté vers transport com	9 200 000	200 000
- Équilibre budgétaire	10 185 000	275 000
- Travaux nettoyage cond. égouts	11 123 000	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 608 000	775 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- immobilisations communes	18 12 328	12 804
-	19	
-	20	
	21 12 328	12 804
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 622 066	580 871
Fonds parcs et terrains de jeux	29 254 247	126 458
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 184 226	153 764
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 166 587	169 573
Financement des activités de fonctionnement	33 23 495	219 935
Autres		
- Frais d'émission	34 33 613	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 284 234	1 250 601
	39 1 904 562	2 038 405

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	
Autre financement	55 (466 900) (300 000)	
	56 (466 900) (300 000)	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 130 306	74 586
Investissements à financer	58 (33 741) (2 502 308)	
	59 96 565	(2 427 722)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 61 591 461	63 413 226
Propriétés destinées à la revente	61 53 901	53 901
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 88 787	85 034
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 61 734 149	63 552 161
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 20 840 341	19 460 759
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 33 613	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (3 166 657) (3 038 885)	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (466 900) ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	
	71 17 240 397	16 421 874
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 230 000	
	73 17 240 397	16 651 874
	74 44 493 752	46 900 287

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 191 602</u>	<u> 182 040</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	9 243	8 715
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	31 150	29 369
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	98	98
	31 150	29 369

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	18 232 100
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	20 533
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	131 200
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	2 929 058
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	130 306
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	15 062 069
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	2 329 717
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	17 391 786
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	263 643
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	17 655 429
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 655 429
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 229 000	9 258 693	8 843 979
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	853 900	846 887	865 847
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	10 082 900	10 105 580	9 709 826
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 338 500	1 337 372	1 327 045
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	460 000	460 703	453 344
Matières résiduelles	13	1 050 050	1 042 713	1 024 782
Autres				
-Amélioration infrastructures	14	128 000	128 509	126 448
-Travaux de cours d'eau	15		(211)	43 434
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		49 631	43 818
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 976 550	3 018 717	3 018 871
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 976 550	3 018 717	3 018 871
	26	13 059 450	13 124 297	12 728 697

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	11 000	12 379	10 673
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	135 000	116 899	122 238
	35	146 000	129 278	132 911
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	146 000	129 278	132 911
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	6 800	6 982	6 777
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	6 800	6 982	6 777
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	152 800	136 260	139 688

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	25 000		6 076
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		7 233	141 809
Transport adapté	61			136 813
Transport scolaire	62			
Autres	63		(8 652)	143 253
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	645 000	144 307	150 930
Traitement des eaux usées	69			155 728
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	13 000	11 787	11 787
Activités culturelles				12 856
Bibliothèques	87	39 000	39 800	39 800
Autres	88			38 700
Réseau d'électricité	89			
	90	722 000	203 127	335 674
				493 426

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102		(46 222)	11 043
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			2 505 075
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		(46 222)	2 516 118

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			655 691
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			655 691
TOTAL DES TRANSFERTS	139	722 000	203 127	289 452
				3 665 235

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	48 500	97 940	97 940
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	48 500	97 940	97 940
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			4 822
Autres	153			
	154			4 822
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	125 000	124 439	124 439
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	175 000	327 230	327 230
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	300 000	451 669	451 669
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	348 500	549 609	549 609
				426 722

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		328 052	478 168
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195		328 052	478 168
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	348 500	877 661	904 890
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	56 500	94 897	81 289
Droits de mutation immobilière	198	700 000	704 630	826 399
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000	30 462	30 850
Autres	200	20 000	5 000	
	201	781 500	834 989	938 538
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	121 500	101 678	107 357
INTÉRÊTS	203	150 500	170 828	204 912
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		329 127	248 131
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		4 162	25 081
Autres contributions	210			
Autres	211	280 750	474 099	344 838
	212	280 750	814 912	618 050

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	363 115	354 483		354 483	354 483	376 877
Application de la loi	2	8 800	5 441		5 441	5 441	15 356
Gestion financière et administrative	3	1 345 432	1 489 294	95 300	1 584 594	1 584 594	1 308 563
Greffe	4	128 228	170 629		170 629	170 629	239 567
Évaluation	5	89 700	119 924		119 924	119 924	92 300
Gestion du personnel	6	218 733	187 651		187 651	187 651	244 539
Autres	7		16 114		16 114	16 114	55 875
	8	2 154 008	2 343 536	95 300	2 438 836	2 438 836	2 333 077
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 106 400	1 831 566	1 366	1 832 932	1 832 932	1 797 362
Sécurité incendie	10	1 539 775	1 590 588	86 614	1 677 202	1 677 202	1 608 881
Sécurité civile	11	2 800	3 678		3 678	3 678	6 647
Autres	12	90 371	83 526		83 526	83 526	89 814
	13	3 739 346	3 509 358	87 980	3 597 338	3 597 338	3 502 704
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 166 817	1 046 186	1 053 495	2 099 681	2 099 681	2 083 262
Enlèvement de la neige	15	396 573	396 625		396 625	396 625	473 478
Éclairage des rues	16	137 852	116 291		116 291	116 291	136 799
Circulation et stationnement	17	72 304	169 827		169 827	169 827	59 082
Transport collectif							
Transport en commun	18	373 000	737 077		737 077	1 128 159	1 244 398
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 146 546	2 466 006	1 053 495	3 519 501	3 910 583	3 997 019

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	791 406	801 288	266 601	1 067 889	968 456
Traitement des eaux usées	25	238 040	179 005	43 200	222 205	240 999
Réseaux d'égout	26	124 360	194 899	557 936	752 835	597 398
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	640 000	641 317		641 317	642 510
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	384 000	366 245		366 245	382 206
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					43 434
Protection de l'environnement	38	129 950	130 822		130 822	113 932
Autres	39					
	40	2 307 756	2 313 576	867 737	3 181 313	3 081 880
						3 082 874
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	330 000	332 091		332 091	297 722
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	330 000	332 091		332 091	297 722
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	477 779	456 503		456 503	432 452
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	25 000	841		841	12 830
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					15 000
	52	502 779	457 344		457 344	460 282

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	72 300	103 059	103 059	103 059	78 326
Patinoires intérieures et extérieures	54	81 385	93 919	93 919	93 919	71 386
Piscines, plages et ports de plaisance	55	16 700	335	335	335	1 928
Parcs et terrains de jeux	56	530 129	468 310	248 632	716 942	792 750
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	586 446	514 374	514 374	514 374	549 861
	60	1 286 960	1 179 997	248 632	1 428 629	1 494 251
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	479 388	432 438	432 438	432 438	466 099
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	19 217	13 066	13 066	13 066	13 761
	66	498 605	445 504	445 504	445 504	479 860
	67	1 785 565	1 625 501	248 632	1 874 133	1 974 111
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	571 000	553 260	553 260	619 762	602 287
Autres frais	70				2 800	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	6 000	10 019	10 019	25 608	50 119
	73	577 000	563 279	563 279	648 170	652 406
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	196 000	2 353 144	(2 353 144)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Mercier. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2015-10-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	13 124 297
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	13 124 297

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	13 124 297
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>13 124 297</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	892 728		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	49 631		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>942 359</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>12 181 938</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 198 305 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 216 032 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 207 168 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 181 938</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 207 168 600</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 0 | 0 | 9 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	77 736	193 372	2 953 808
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	400 000		
Conduites d'égout	4	124 328	124 328	66 022
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	127 191	127 191	393 765
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	43 683	43 683	23 197
Aires de stationnement	9	300 000		
Parcs et terrains de jeux	10	250 000	137 973	834 627
Autres infrastructures	11	150 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 000 000		178 316
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	136 000	7 070	30 660
Ameublement et équipement de bureau	18	68 000	26 766	35 293
Machinerie, outillage et équipement divers	19	76 000	44 290	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	3 380 000	589 037	693 416
				4 515 688

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		30 693	146 329
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			834 627
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		47 043	47 043
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		124 328	124 328
Autres infrastructures	32		308 847	308 847
Autres immobilisations	33		78 126	66 869
	34		589 037	693 416
				4 515 688

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	18 914 700	3 742 837	2 292 800	20 364 737
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	546 059		36 842	509 217
	7	19 460 759	3 742 837	2 329 642	20 873 954
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	169 572	44 610	47 595	166 587
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	5 939 524	337 824	413 775	5 863 573
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	10 312 778	2 627 450	1 263 091	11 677 137
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	16 421 874	3 009 884	1 724 461	17 707 297
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 038 885	732 953	605 181	3 166 657
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 038 885	732 953	605 181	3 166 657
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	3 038 885	732 953	605 181	3 166 657
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 038 885	732 953	605 181	3 166 657
	26	19 460 759	3 742 837	2 329 642	20 873 954
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	19 460 759	3 742 837	2 329 642	20 873 954

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	373 000	737 077	38 134
Transport collectif	9			33 178
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	80 000		
Matières résiduelles	12	105 000		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	330 000	332 090	332 090
Autres	17			297 722
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	888 000	1 069 167	370 224
				330 900

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	13,00	33,75	1 071 871	281 498	1 353 369
Professionnels	2					
Cols blancs	3	33,00	32,00	1 384 855	287 667	1 672 522
Cols bleus	4	13,00	37,50	496 924	122 454	619 378
Policiers	5					
Pompiers	6	32,00	40,00	957 211	122 104	1 079 315
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	91,00		3 910 861	813 723	4 724 584
Élus	9	7,00		223 812	45 564	269 376
	10	98,00		4 134 673	859 287	4 993 960

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	7 233			7 233
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	144 307			144 307
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	51 587			51 587
	17	203 127			203 127

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	5 441	27		53	5 441	79		105	5 441	131
Évaluation	2	119 924	28		54	119 924	80		106	119 924	132
Autres	3	2 218 171	29	95 300	55	2 313 471	81		107	2 313 471	133
	4	2 343 536	30	95 300	56	2 438 836	82		108	2 438 836	134
Sécurité publique											
Police	5	1 831 566	31	1 366	57	1 832 932	83		109	1 832 932	135
Sécurité incendie	6	1 590 588	32	86 614	58	1 677 202	84	97 940	110	1 579 262	136
Sécurité civile	7	3 678	33		59	3 678	85		111	3 678	137
Autres	8	83 526	34		60	83 526	86		112	83 526	138
	9	3 509 358	35	87 980	61	3 597 338	87	97 940	113	3 499 398	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 046 186	36	1 053 495	62	2 099 681	88		114	2 099 681	140
Enlèvement de la neige	11	396 625	37		63	396 625	89		115	396 625	141
Autres	12	286 118	38		64	286 118	90		116	286 118	142
Transport collectif	13	737 077	39		65	737 077	91		117	737 077	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 466 006	41	1 053 495	67	3 519 501	93		119	3 519 501	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Traitement des eaux usées	17	801 288	43	266 601	69	1 067 889	95	124 439	121	943 450	147
Réseaux d'égout	18	179 005	44	43 200	70	222 205	96		122	222 205	148
Autres	19	194 899	45	557 936	71	752 835	97		123	752 835	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	641 317	46		72	641 317	98		124	641 317	150
Matières recyclables	21	366 245	47		73	366 245	99	327 230	125	39 015	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	130 822	50		76	130 822	102		128	130 822	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	2 313 576	52	867 737	78	3 181 313	104	451 669	130	2 729 644	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être													
Logement social	157	332 091	172		187	332 091	202		217			332 091	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218				233
Autres	159		174		189		204		219				234
	160	332 091	175		190	332 091	205		220			332 091	235
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	456 503	176		191	456 503	206		221			456 503	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222				237
Promotion et développement économique	163	841	178		193	841	208		223			841	238
Autres	164		179		194		209		224				239
	165	457 344	180		195	457 344	210		225			457 344	240
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	1 179 997	181	248 632	196	1 428 629	211		226			1 428 629	241 77 529
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	432 438	182		197	432 438	212		227			432 438	242
Autres	168	13 066	183		198	13 066	213		228			13 066	243
	169	1 625 501	184	248 632	199	1 874 133	214		229			1 874 133	244 77 529
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230				245
	171	13 047 412	186	2 353 144	201	15 400 556	216	549 609	231			14 850 947	246 563 279

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	589 037	4 432 819
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	589 037	4 432 819

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 209 853	904 190
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 209 853	904 190
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	931 718	957 631
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(445 621)	(175 124)
Activités d'investissement	6	(14 111)	(352 413)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(108 000)	(125 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	2 296	569
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	366 282	305 663
Solde à la fin de l'exercice	12	1 576 135	1 209 853
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	775 000	650 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	775 000	650 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(275 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	108 000	125 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(167 000)	125 000
Solde à la fin de l'exercice	22	608 000	775 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 250 601	1 231 473
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 250 601	1 231 473
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(3 851)	42 141
Activités d'investissement	27	(38 442)	(89 024)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(2 296)	(569)
Financement des investissements en cours	29	9 222	66 580
	30	(35 367)	19 128
Solde à la fin de l'exercice	31	1 215 234	1 250 601

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (300 000)	(160 000)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (300 000)	(160 000)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (230 000)	(170 000)
	47 (230 000)	(170 000)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	49
	63 100	30 000
	50	63 100
	30 000	30 000
Solde à la fin de l'exercice	51 (466 900)	(300 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (380 020)	(302 034)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (380 020)	(302 034)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 499 023	(11 406)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (9 222)	(66 580)
	59 489 801	(77 986)
Solde à la fin de l'exercice	60 109 781	(380 020)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 42 714 812	39 813 568
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62 300 000	160 000
Solde redressé au début de l'exercice	63 43 014 812	39 973 568
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (526 637)	3 041 244
Solde à la fin de l'exercice	67 42 488 175	43 014 812

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>700 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre					
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement								
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7					
Montant réservé pour le service de la dette	8	169 572	9	(2 295)	10	11	9 223	12	45 300	13	14	131 200
	15	169 572	16	(2 295)	17	18	9 223	19	45 300	20	21	131 200

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 3 □ 7 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 0 □ 1 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 4 □ 4 □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 3 □ 7 □ 1 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 5 □ 5 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2][7][0] , [0][0] \$	
Égout	2	[][9][9] , [0][0] \$	
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$	
Traitement des eaux usées	4	[][][] , [][] \$	
Matières résiduelles	5	[2][2][0] , [0][0] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau commerce (sans compteur)	504,0000	4	
Taxe d'eau commerce (avec compteur)	441,0000	4	
Taxe d'eau exploitation agricole	504,0000	4	
Tarification eau au compteur par 1000 gl	2,7200	7	gallon excédent 40000gl
Bacs de recyclage	58,0000	4	
Amélioration des infrastructures	25,0000	4	
Améliorations locales de	1,0197	3	
Améliorations locales à	9,1600	3	
Améliorations locales de	,0001	2	
Améliorations locales à	,4497	2	
Améliorations locales de	,0007	1	
Améliorations locales à	,5684	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	220 890	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 869 BOUL. ST-JEAN-BAPTISTE
(no) (rue)
MERCIER J6R 2L3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-6090
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-6529
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.mercier.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom NADIA RENÉ

Téléphone (450) 691-6090
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-6529
(ind. rég.) (numéro)

Courriel nadia.rene@ville.mercier.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom CHIASSEON GAUVREAU INC.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 185 BOUL ST-JEAN-BAPTISTE, BUREAU 200
(no) (rue)
CHÂTEAUGUAY J6K 3B4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-1091
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-3238
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Isenecal@chiassongauvreau.ca

Responsable du dossier LOUISE SÉNÉCAL

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nadia René , atteste que le rapport financier consolidé de Mercier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-11-10 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mercier consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Mercier détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 61 045 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0091 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-11-11 09:25:22

Date de transmission au Ministère : 2015/11/11

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Mercier

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	15 913 353	15 617 000	15 594 887	1 645 326	16 118 515
Investissement	2	2 753 206		329 127	(46 222)	282 905
	3	18 666 559	15 617 000	15 924 014	1 599 104	16 401 420
Charges	4	15 393 510	13 739 000	15 963 835	1 838 961	16 340 375
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 273 049	1 878 000	(39 821)	(239 857)	61 045
Moins : revenus d'investissement	6	(2 753 206)	()	(329 127)	(46 222)	(282 905)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	519 843	1 878 000	(368 948)	(193 635)	(221 860)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	2 064 718	196 000	2 353 144	162 037	2 515 181
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 626 549)	(2 248 000)	(1 714 065)	(10 398)	(1 724 463)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(186 959)	(32 000)	(88 363)	(123 984)	(212 347)
Excédent (déficit) accumulé	12	132 983	206 000	724 472	3 011	727 483
Autres éléments de conciliation	13	53 595		25 478		25 478
	14	437 788	(1 878 000)	1 300 666	30 666	1 331 332
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	957 631		931 718	(162 969)	1 109 472

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	6 325 080	4 598 993	5 065 680
Autres	2	2 188 137	4 112 802	4 121 831
	3	8 513 217	8 711 795	9 187 511
Passifs				
Dette à long terme	4	18 914 700	18 232 100	20 840 341
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	3 134 006	2 289 445	5 869 181
	7	22 048 706	20 521 545	23 275 755
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(13 535 489)	(11 809 750)	(14 088 244)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	58 945 736	57 181 629	61 591 461
Autres	10	159 999	158 546	158 698
	11	59 105 735	57 340 175	61 750 159
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 209 853	1 576 135	1 633 936
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	2 025 601	1 823 234	1 904 562
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	300 000 ) (	466 900 ) (	466 900) (
Financement des investissements en cours	15	(380 020)	109 781	96 565
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	43 014 812	42 488 175	44 493 752
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			300 000)
	18	45 570 246	45 530 425	(2 427 722)
				47 661 915
				47 600 870

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Vidange des boues	19	100 000	300 000
- Dév.orienté vers transport com	20	200 000	200 000
- Équilibre budgétaire	21	185 000	275 000
- Travaux nettoyage cond. égouts	22	123 000	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	608 000	775 000
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	12 328	12 804
	30	620 328	787 804
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	1 284 234	1 250 601
	33	1 904 562	2 038 405

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	12 728 697	13 059 450	13 124 297	13 124 297
Compensations tenant lieu de taxes	2	139 688	152 800	136 260	136 260
Quotes-parts	3				50 328
Transferts	4	852 879	722 000	203 127	335 674
Services rendus	5	650 169	348 500	549 609	877 661
Autres	6	1 541 920	1 334 250	1 581 594	1 594 295
	7	15 913 353	15 617 000	15 594 887	16 118 515
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	2 505 075			(46 222)
Autres	11	248 131		329 127	329 127
	12	2 753 206		329 127	282 905
	13	18 666 559	15 617 000	15 924 014	16 401 420

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	89 700	119 924		119 924	92 300
Autres	2	2 064 308	2 223 612	95 300	2 318 912	2 240 777
Sécurité publique						
Police	3	2 106 400	1 831 566	1 366	1 832 932	1 797 362
Sécurité incendie	4	1 539 775	1 590 588	86 614	1 677 202	1 608 881
Autres	5	93 171	87 204		87 204	96 461
Transport						
Réseau routier	6	1 773 546	1 728 929	1 053 495	2 782 424	2 752 621
Transport collectif	7	373 000	737 077		737 077	1 244 398
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 153 806	1 175 192	867 737	2 042 929	1 900 792
Matières résiduelles	10	1 024 000	1 007 562		1 007 562	1 024 716
Autres	11	129 950	130 822		130 822	157 366
Santé et bien-être	12	330 000	332 091		332 091	297 722
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	477 779	456 503		456 503	432 452
Promotion et développement économique	14	25 000	841		841	12 830
Autres	15					15 000
Loisirs et culture	16	1 785 565	1 625 501	248 632	1 874 133	1 974 111
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	577 000	563 279		563 279	648 170
Amortissement des immobilisations	19	196 000	2 353 144	(2 353 144)		652 406
	20	13 739 000	15 963 835		15 963 835	16 340 375
						16 300 195

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3